



Le fruit est mûr, il faut le cueillir

Bruno Tinel

► To cite this version:

| Bruno Tinel. Le fruit est mûr, il faut le cueillir. 2016. halshs-01391240

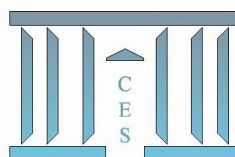
HAL Id: halshs-01391240

<https://shs.hal.science/halshs-01391240>

Submitted on 3 Nov 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Le fruit est mûr, il faut le cueillir

Bruno TINEL

2016.70



Le fruit est mûr, il faut le cueillir¹

18/10/2016

Bruno Tinel (bruno.tinel@univ-paris1.fr)

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Centre d'Economie de la Sorbonne

JEL codes: E58 ; F33 ; F54

English title: Time for harvesting

Abstract: This paper is the conclusion of the book “Sortir l’Afrique de la servitude monétaire”. It draws possible storylines about the after-CFA.

Keywords: CFA franc; international monetary relations; decolonisation

Résumé: Ce texte constitue la conclusion de l’ouvrage « Sortir l’Afrique de la servitude monétaire ». Il discute des scénarios possibles de l’après CFA.

Mots clés : franc CFA ; relations monétaires internationales ; décolonisation

¹ Ce texte constitue, sous une forme légèrement différente, la conclusion de l’ouvrage collectif *Sortir l’Afrique de la servitude monétaire : à qui appartient le franc CFA ?*, La Dispute, octobre 2016, sous la direction de Kako Nubukpo, Martial Ze Belinga, Bruno Tinel et Demba Moussa Dembélé. Que mes collègues et amis, ainsi qu’Alexis Cukier et Chrystel Le Moing, soient remerciés pour leurs lectures et commentaires. Je reste seul responsable des erreurs et omissions que ce texte comporte.

Le fruit est mûr, il faut le cueillir

Bruno Tinel

Le Franc CFA, en tant que survivance coloniale est, parmi d'autres éléments, l'un des instruments de maintien en place de régimes « hors-sol », comme suspendus à l'ancienne métropole au-dessus de leurs propres peuples. Il permet aux élites fortunées de bénéficier d'un accès privilégié au marché mondial par une monnaie « aussi bonne »² que l'euro. Sans le CFA, les importations des marchandises dont les classes dirigeantes des PAZF ont besoin pour leur propre consommation et pour se maintenir en position dominante seraient hors de prix. Les élites de ces pays peuvent également valoriser leur fortune en euros très facilement et sans risque de change. Cette monnaie post-coloniale contribue ainsi à entretenir des écarts abyssaux de fortune et de puissance entre les gens ordinaires et les classes dirigeantes.

Parce que les classes dominantes de ces pays sont très favorisées par le système du CFA comparativement à l'immense majorité de la population, elles sont ainsi structurellement dépendantes de l'ancienne métropole, ce qui explique en partie la persistance de ce système près de soixante ans après les indépendances. Mais pourquoi ces dirigeants agiraient-ils contre leurs propres intérêts ? Nous comprenons les raisons de leur passivité tout autant que nous blâmons leur égoïsme, car ces mêmes classes ont tôt fait d'incriminer régulièrement « La France »³ pour tenter de brouiller les pistes en jouant sur les cordes identitaires afin de tenter de renouer avec les populations que, par ailleurs, elles écrasent et, ainsi, essayer de ne pas avoir à rendre compte de leur actes devant les opinions publiques de leurs propres pays et sous-régions. L'enjeu est donc démocratique.

Mais cette histoire n'est rien d'autre que celle d'une collusion : les élites des deux côtés se trouvent un terrain d'entente car le CFA sert également directement les intérêts économiques des entreprises multinationales françaises et européennes opérant sur les territoires des PAZF en sécurisant leurs profits dans une monnaie aussi bonne que l'euro. Il sert directement aussi les personnes attachées aux bureaucraties française et des PAZF en charge de son administration, tout simplement parce que c'est leur travail que d'administrer le CFA. Bien que peu nombreux, ces acteurs sont influents par leur position interstitielle. Les PAZF constituent ainsi une chasse-gardée pour des intérêts économiques et administratifs de l'ancien colonisateur. En échange, celui-ci apporte aux classes dirigeantes de ces pays les moyens de se maintenir au pouvoir et de mener une vie confortable notamment grâce au CFA. Ces dernières le rendent bien à leurs équivalents français car, par exemple, nous savons à présent que les

2 Dans le système de Bretton Woods, pour justifier la parité fixe du dollar avec l'or, il était d'usage de dire que le dollar était *aussi bon* que l'or.

3 Il n'est pas évident que tout le monde soit d'accord en France ni que tout le monde ait les mêmes intérêts à propos du CFA. Il serait en effet bien utile de préciser de quels acteurs ou classes sociales il est question.

moyens d'un financement – illégal – des partis politiques en France transitaient jusqu'à une période récente par les comptes en banques de leurs riches homologues Africains.

Néanmoins, de telles considérations boutiquières n'épuisent pas la totalité de la réalité du CFA. Les intérêts français, de type « nationaux », dans leurs anciennes colonies d'Afrique se concentrent aujourd'hui dans le domaine des matières premières (pétrole, uranium etc.) et dans le domaine géo-stratégique. Ces territoires constituent une sphère d'influence privilégiée qui confèrent à la France une envergure internationale et lui permettent de se maintenir comme puissance de second rang, notamment sur le plan militaire. D'ailleurs, les fréquentes interventions armées de la France sur le sol de ses anciennes colonies résultent en partie du fait que le système du CFA contribue à entretenir des gouvernements fragiles et dépendants de l'ancienne métropole. Le CFA n'est certes pas, à lui seul, le fondement de ces divers éléments relevant des relations internationales, mais il contribue à asseoir l'influence française en Afrique. Ceci explique pourquoi les classes dirigeantes françaises ne sont pas pressées de s'en défaire, même si elles en perçoivent probablement le caractère suranné.

Les auteurs de cet ouvrage se sont réunis pour l'écrire parce qu'ils pensent que, d'une manière ou d'une autre, le « fruit CFA » est mûr et donc qu'il doit être cueilli par ceux-là même qui l'utilisent. En d'autres termes, il est temps que le CFA passe en totalité dans les mains des Africains. D'abord pour des raisons politiques, alors que la zone sterling a pris fin à partir de 1967, il est temps que les PAZF accèdent à leur pleine et entière souveraineté monétaire. Cette question n'est pas secondaire, elle relève ni plus ni moins du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Si ces pays devaient finalement aliéner tout ou partie de cette portion de leur souveraineté, comme l'ont fait les pays membres de la zone euro, une telle option ne doit pas leur être imposée de l'extérieur mais doit résulter d'un processus interne où tous les points de vues s'exprimeraient librement, et sans crainte des représailles, et qui permette ainsi aux peuples souverains d'affirmer clairement leur préférence pour un tel choix. Ceci scellerait l'avènement d'un nouveau pacte monétaire et, surtout, lui conférerait une réelle légitimité interne.

La route est longue pour en arriver là et il fait peu de doute qu'une plus grande instabilité politique, et sans doute aussi monétaire, sera le prix à payer d'une souveraineté monétaire retrouvée. Non pas que les compétences fassent défaut : il existe d'ores et déjà au sein des Banques centrales des PAZF, des institutions internationales africaines, des administrations et des universités de chaque pays tout autant que dans la diaspora, des centaines de jeunes économistes, juristes, gestionnaires, politistes, financiers et managers africain-e-s formé-e-s au plus haut niveau et dont les capacités ne demandent qu'à être employées pour contribuer à gérer leur monnaie indépendante. En outre, il est nécessaire que le CFA évolue, voire disparaisse, pour des raisons d'efficacité économique : cet ouvrage a contribué à rappeler combien la supposée « stabilité monétaire » procurée par le système actuel a prouvé ses limites. Cette stabilité « fixiste » pratiquée au sein du CFA n'apporte en effet pas les conditions

monétaires propices à un développement endogène à la hauteur des besoins des PAZF. Certes, elle n'en est pas l'unique facteur mais elle constitue l'un des éléments du blocage.

Nous n'ignorons pas combien le chemin est semé d'embûches, en premier lieu parce que les monnaies modernes sont adossées à des formes étatiques – le prince a sa monnaie, la monnaie a son prince – or, le monopole de la violence publique demeure parfois fragile si bien que les systèmes fiscaux sur lesquels pourraient s'appuyer de réels programmes d'investissement et de développement font encore défaut. Ainsi, l'abandon, partiel ou total, du CFA ouvre le champ des possibles et crée beaucoup d'incertitude. Le meilleur comme le pire peut en résulter. Il n'est pas exclu que l'on assiste dans certains cas à un délitement des formes étatiques, donc à une décomposition puis une recomposition de l'organisation des pouvoirs sur certains territoires. Il ne faut pas ignorer qu'un tel processus peut prendre beaucoup de temps et implique très probablement des violences multiples. Au contraire, il peut également conduire à une consolidation de la paix civile car la souveraineté monétaire permet d'apporter un affermissement et une légitimation des structures étatiques actuelles en rendant les politiques plus fiables par un enracinement démocratique. Les forces sociales et l'intelligence politiques en décideront.

Une telle question dépasse de très loin l'objet du présent ouvrage qui se veut un appel à la fois à sortir du *statu quo* et à commencer à penser les questions monétaires en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale au-delà du système actuel. Les dogmes dominants du libre-échange et de la liberté de circulation des capitaux doivent être interrogés dans le cadre d'une réflexion d'ensemble sur l'essor économique, social et politique. C'est aux Africains de prendre pleinement en main leur développement et d'inventer les formes institutionnelles, articulant l'action publique et la liberté individuelle, qui leur conviennent afin de pourvoir enfin aux besoins fondamentaux de chacun.

Il ne faut pas attendre patiemment que le gouvernement français réforme lui-même le CFA dans l'intérêt des Africains : comme tout gouvernement, le gouvernement français défend en premier lieu ses intérêts nationaux. C'est donc aux gouvernements et aux sociétés africaines de se saisir de cette question et d'élaborer un ou plusieurs projets. C'est aux citoyens africains de faire, entre eux, l'expérience de la coopération et de la confrontation pour élaborer par eux-mêmes leurs propres institutions notamment dans le domaine monétaire.

Certes, du côté français, une émancipation monétaire africaine n'est pas vue d'un bon œil par tous les acteurs mais, au moment où la crise de confiance en l'euro est très forte, où les citoyens en France et dans toute l'Europe perçoivent la monnaie supranationale européenne comme un moyen de domination à l'intérieur même de l'Europe, il sera bien difficile dans le débat public en France d'aller contre le désir d'autonomie monétaire des pays africains. Côté africain, pour emporter une telle autonomie en limitant autant que possible la confrontation – forcément hasardeuse et coûteuse – avec les réseaux de la Françafrique, il est important de convaincre l'opinion que de nouvelles formes de

relations internationales, plus équilibrées et fondées davantage sur la coopération, seront tout aussi bénéfiques à l'ancienne métropole et ne réduiront pas à néant ses intérêts géo-stratégiques en Afrique. La France a peu à perdre et beaucoup à gagner d'un essor économique de ses anciennes colonies. Mais si l'opinion publique française a le sentiment qu'elle doit céder tout le terrain africain à ses grands rivaux-partenaires internationaux (Chine, États-Unis etc), il faut s'attendre à des crispations. Pour cette raison, la réflexion sur les questions monétaires dans les PAZF se doit à présent de dépasser le nécessaire stade – compréhensible et justifié – du simple rejet des contraintes imposées par l'actuel système ; l'heure est à l'élaboration de nouveaux projets s'appuyant sur l'existant en vue de le transformer tout en ayant à l'esprit qu'il y aura, dans tous les cas, de nouvelles contraintes avec lesquelles composer.

Le présent ouvrage a montré qu'il existe des marges de manœuvres inemployées au sein même du système actuel qui permettraient de mener une politique monétaire plus souple en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale. Comme il est bien difficile de créer à partir de rien, faire évoluer les institutions, profiter des acquis en termes de coordination, de coopération et d'expertise des PAZF peut s'avérer un atout stratégique pour en faire une entité économique et politique autonome. Ainsi, nous avons également tenté de mettre en évidence que les institutions existantes pourraient être réformées dans une direction plus conforme aux intérêts économiques des PAZF, ce qui permettrait – au passage – d'arrêter de gâcher les compétences des banquiers centraux, occupés depuis des dizaines d'années à pratiquer eux-mêmes leur propre répression monétaire – identifiée il y a déjà près de quarante ans par Joseph Tchundjang Pouemi – et, au contraire, de mettre ces talents au service de l'ensemble de la population plutôt que des seuls intérêts des castes et des réseaux néo-coloniaux qui tirent parti du système actuel.

Concernant les objectifs externes, le futur ex-CFA – il faudra bien nommer un jour cette nouvelle monnaie ! – pourrait s'ancrer dans le système monétaire international par un régime de change à flexibilité limitée en se référant notamment à un panier de devises dont la composition et les pondérations seraient elles-mêmes ajustables en fonction des impératifs des relations commerciales internationales. Sur le plan interne, la notion même de stabilité monétaire pourrait être révisée et s'ancrer non plus sur une valeur nominale choisie plus ou moins arbitrairement et de manière fixiste – comme c'est le cas actuellement – mais sur une valeur mouvante déterminée de manière endogène à l'activité économique. Le futur ex-CFA pourrait se fondre en partie dans le projet de monnaie unique de la CEDEAO sous le leadership du Nigéria, il resterait alors à imaginer ce que deviendrait la zone CEMAC. Il serait également possible d'imaginer une zone post-CFA incluant l'UEMOA et la CEMAC, ce qui limiterait l'emprise nigériane sur ses voisins, plus petits et moins puissants. La question du pétrole doit également être prise au sérieux : le pétrole est un cadeau empoisonné pour le développement non seulement parce qu'il suscite les convoitises et la corruption mais aussi parce qu'il pousse à la surévaluation monétaire, laquelle ne favorise pas le développement agricole et industriel

(ce problème est bien connu sous l'appellation de « maladie hollandaise »). On pourrait ainsi imaginer deux zones post-CFA, l'une composée des pays producteurs de pétrole et l'autre composée de pays n'ayant pas ou peu de pétrole. Mais la créativité ne se limite pas à ces ébauches : il serait par exemple envisageable que certains pays situés actuellement hors de la zone CFA se joignent à des pays CFA actuels. De nouvelles solidarités et recompositions peuvent se construire avec tout autant de lucidité que de volontarisme. Enfin, il faudra inscrire la (ou les futures) monnaie(s) qui succédera ou succéderont au CFA dans un projet non pas simplement de croissance et de développement, comme il y a 40 ans, mais désormais dans une perspective réaliste de « transformation » – industrielle, technologique, sociétale –, ce qui aura des implications sur l'organisation du système de financement.

Même si ces questions, et bien d'autres, ne seront pas tranchées dans un livre mais par la dure réalité des rapports de force, il faut y réfléchir et les discuter dès aujourd'hui afin que la raison et le débat viennent les éclairer et les tempérer.